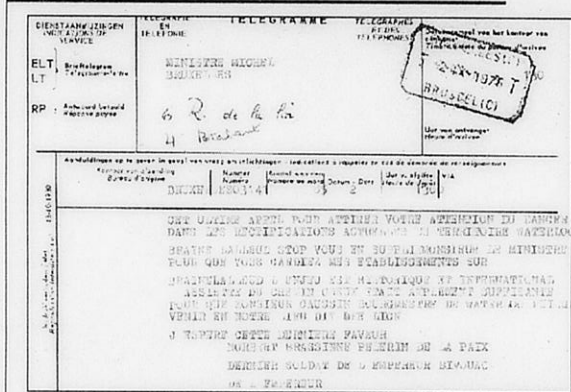


INÉDIT • Puisé dans les archives



Télégramme de Norbert Brassine à Joseph Michel, du 24/10/75.

En plein débat parlementaire sur les fusions de communes, Norbert Brassine (1907 - 1988), propriétaire du Bivouac de l'Empereur (musée-restaurant), situé à droite et en contrebas du Lion de Waterloo et plus connu sous le nom de « Dernier grognard de l'Empereur », tire son ultime cartouche.

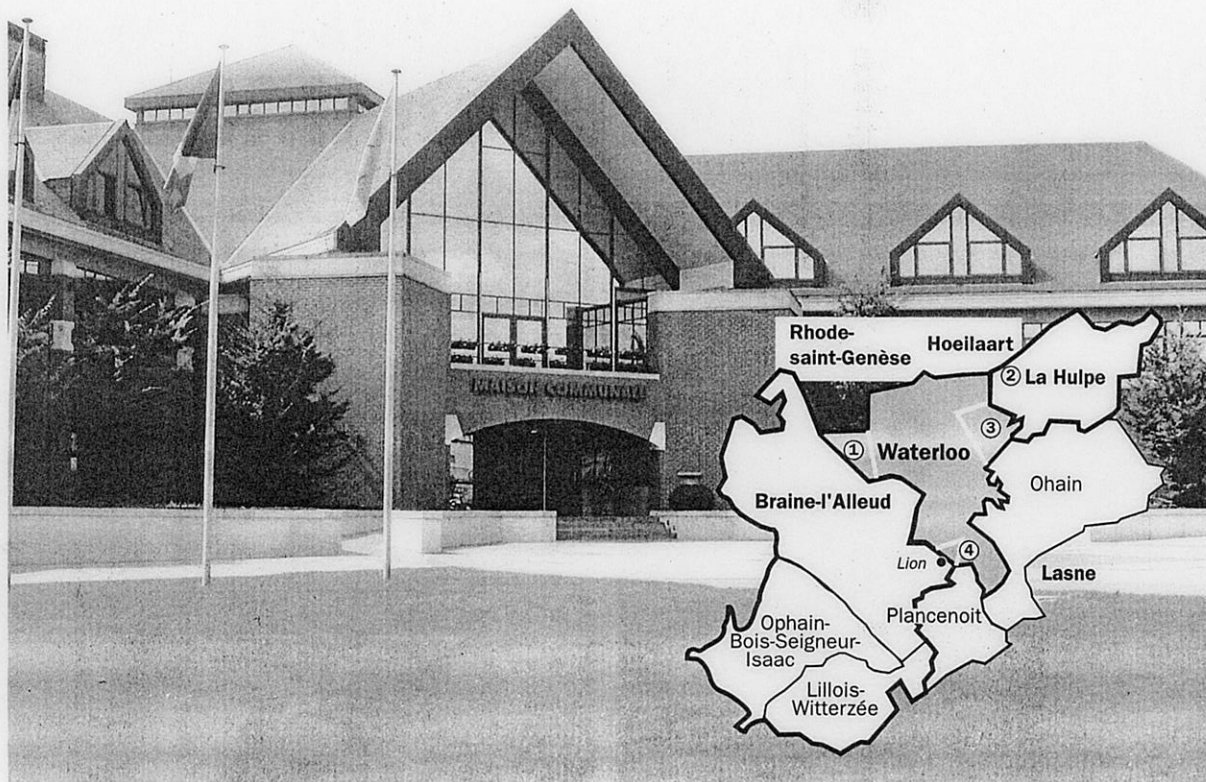
Il s'était également adressé au Roi, le 21 août 1975. Évoquant le passage à Waterloo du côté droit de la route qui mène au Lion, il avait écrit : « Et alors mes voisins et moi avons grand peine à songer que nous devrions bientôt nous rendre à la maison communale de Waterloo pour y remettre à un quelconque guichet nos cartes d'identité brainoise. Ce jour serait pour nous un jour de deuil, comme si nous perdions notre nationalité. »

Il avait également menacé le commissaire d'arrondissement, Robert Cluyse, de poser une bombe dans sa maison. Quant au bourgmestre de Waterloo, André Caussin, il allait vite faire connaissance de ce nouveau concitoyen qui n'hésitait pas à lui téléphoner dès cinq heures du matin : « Allo, Mayeur !? La Wallonie souffre ! ».

En dernière lecture et ce télégramme le prouve, loin de toute considération bravache ou patriotique, seul le destin de ses propres établissements le motivait vraiment... Quant à ses collègues hôteliers et restaurateurs restés à Braine-l'Alleud, s'il faut en croire une lettre adressée le 12 septembre 1975 par leur union professionnelle au bourgmestre Caussin, ils étaient à 100 % pour une fusion avec Waterloo !

HISTOIRES DE FUSIONS • Waterloo

Comme une onde qui bout dans une urne trop pleine



Le pourquoi du comment

Le ministre Joseph Michel proposait d'adjointre à Waterloo la totalité du hameau du Chenois, le domaine d'Argenteuil et le hameau de Haut-Ransbeck. Finalement, ce dernier est resté à Ohain... mais Waterloo recevra de Braine-l'Alleud un « corridor » pour permettre à son bourgmestre de se rendre « en écharpe » et avec ses invités de marque jusqu'au pied de la butte du Lion.

Pourquoi ?
Héritées de la Révolution française, les frontières entre Braine et son ancien hameau de Waterloo donnaient lieu à d'incessants conflits de voisinage et l'éclatement du champ de bataille sur cinq communes (aujourd'hui quatre) en rendait la gestion impossible.

Comment ?
Waterloo et Braine-l'Alleud tentent, en vain, de rapprocher des points de vue inconciliables. En définitive, le corridor du Lion fut une trouvaille de dernière minute dont on n'a jamais pu attribuer la paternité...

Brèves de fusion

Pré-fusions

● À la fin du XVIII^e siècle, le doyen de Braine-l'Alleud avait bien des soucis avec ses ouailles de Waterloo. En 1797, ses plaintes incessantes attirèrent l'attention des révolutionnaires français qui se firent un malin plaisir de retirer quatre hameaux de Braine-l'Alleud (Waterloo, une partie du Chenois, Joli-Bois et Mont-Saint-Jean) pour les ériger en commune. Des compensations financières furent promises à Braine-l'Alleud mais la commune de Waterloo s'en acquitta tellement tard qu'elle en garda une réputation de « mauvais payeur » (d'après André Caussin).

Les trois batailles de Waterloo

● En 1705, les Français refoulent les troupes anglo-hollandaises de Malborough, mais ils sont finalement défaits à Ramillies. En 1794, l'armée française de l'Entre-Sambre-et-Meuse du général Kléber repousse les troupes du Prince d'Orange. Le 18 juin 1815, Napoléon fait face au duc de Wellington. Le site de cette dernière bataille a été érigé en périmètre de protection par une loi de mars 1914 et s'étend sur cinq communes : Plancenoit (42 % - 223 ha), Braine-l'Alleud (29 % - 155 ha), Waterloo (22 % - 115 ha), Ohain (6 % - 32 ha) et Lasne-Chapelle-Saint-Lambert (1 % - 4 ha).

Les élections de 1970

● Après le règne de deux notaires, le catholique Jules Descampe (52-64) et le libéral André Vanderborght (65-70), la succession est ouverte. Le groupe IC (PSC), renforcé par d'anciens coloniaux (Geneviève Ryckmans et Michel

Goethals), remporte 7 sièges sur 15. Les trois autres petites listes se liguent contre eux et proposent André Caussin (PSB), haut fonctionnaire du ministère de l'Intérieur - et adjoint de Raymond Costard - à la fonction de bourgmestre. Collège : Michel Clément et Robert Gilbert (PLP), Jean-Louis Saren et Armand Fournier (RW)

Consultations populaires

● À la suite des « événements » d'août 1972 (voir article central), une commission communale des fusions se met en place et diffuse, en septembre 1973, un document de quatre pages où sont exposées pas moins de huit propositions de fusion. Les citoyens étaient invités à réagir à ce document mais seuls 296 d'entre eux le firent.

● Au Chenois, l'administration communale de Braine-l'Alleud organisa une consultation populaire par voie postale, clôturée le 15 février 1975. Le choix entre les formulations laisse pantois : je désire rester Brainois (711 voix - 68,4%) ; je désire le rattachement à Waterloo (197 voix - 19%) ; bulletins blancs (18 voix - 1,7 %) et 112 électeurs (sur 1038 - 10,8 %) ne se sont pas prononcés. Leur nombre a été assimilé aux « Brainois ». Soit 79,2% de votes favorables à Braine-l'Alleud !

Trop à l'étroit

● 11.846 habitants en 1961, 21.724 en 1976. Waterloo éclate sur un territoire trop étroit. Bloquée au nord par la frontière linguistique et la forêt de Soignes (dont l'intouchable domaine d'Argenteuil), au sud et à l'est par le périmètre protégé du champ de bataille, il ne restait plus qu'une possibilité : le Chenois...

(1) Le hameau du Chenois (144 ha) passe de Braine-l'Alleud à Waterloo. (2) Waterloo revendique en vain une partie de La Hulpe où se trouve la Clinique du D' Derscheid. (3) Avec l'assentiment du roi Léopold III, le domaine d'Argenteuil (278 ha) quitte Ohain pour Waterloo. (4) Un bout de terrain de 32 ha est « arraché » à Braine-l'Alleud pour permettre au bourgmestre de Waterloo d'accéder librement au Lion.

À l'insu de son plein gré, Waterloo a piqué plus de 450 hectares et près de 2 000 habitants aux communes voisines d'Ohain et de Braine-l'Alleud.

LE POÈTE Armand Bernier (1902-1969) est né au Chenois, à Braine-l'Alleud. Son souvenir est passé avec armes et bagages dans la commune de Waterloo. Tout comme le Lion, du reste...

Histoire de cette fusion, avec les témoignages de Robert Cluyse, André Caussin, Raoul Olivier et Geneviève Ryckmans ainsi que les archives inédites de Joseph Michel.

Frustration

Des 108 bourgmestres du Brabant wallon en fonction dans les années 71-76, André Caussin (PSB) est le seul à avoir rédigé ses mémoires politiques, *Un pavé de Waterloo*. De la fusion des communes, pas un mot ! Ni à titre professionnel - il était tout de même haut fonctionnaire au ministère de l'Intérieur -, ni en sa qualité de dernier bourgmestre de Waterloo avant fusion.

Il s'en explique : « Cet épisode-là m'avait profondément frustré, dans la mesure où le cabinet de Joseph Michel ne tenait pas compte de notre travail. Autrement dit, tout ce qui venait de l'administration allait à la cave alors qu'au rez-de-chaussée, c'était porte ouverte pour tous les mandataires

res PSC de l'arrondissement de Nivelles. »

Un malentendu persistant

En réalité, Caussin s'est retrouvé, dès 1972, en porte-à-faux vis-à-vis des communes voisines. Renaat Van Elslande (CVP), alors ministre de l'Intérieur, avait demandé à son administration de lui présenter un plan général de fusions.

À la suite d'une indiscretion, il est révélé dans toute la presse francophone. Waterloo y est proposé comme pilote d'une commune de 44 000 habitants et 10 000 hectares, l'associant à Braine-l'Alleud, Lasne-Chapelle-Saint-Lambert, Ohain et Plancenoit. C'est le célèbre « plan Costard », du nom du supérieur direct d'André Caussin, socialiste comme lui, et qui avait au moins pour mérite de résoudre à jamais l'épineuse gestion du champ de bataille.

Braine-l'Alleud réunit son conseil communal d'urgence et s'insurge « avec une énergie totale » contre les intentions du ministre de l'Intérieur (voir notre édition du 8 août).

À Waterloo, on attendra le 29 septembre pour regretter que « jusqu'à ce jour, aucune autorité n'avait jugé utile de demander son avis sur le projet [...] et que les seules qui lui soient parvenues l'aient été par le canal de la presse ».

Un an plus tard, dans une circulaire communale diffusée en toutes boîtes et détaillant huit propositions de fusion (voir les brèves), Caussin poussera encore plus loin son dévouement en portant le jugement suivant sur le plan de son

collègue. « Il est certain que ce travail, fait dans la hâte, présente fatalement des approximations et aussi des erreurs. Une étude objective et raisonnée de ce document aurait peut-être permis d'éviter certaines réactions passionnelles. »

Le plan Michel

En février 1975, c'est au tour de Joseph Michel d'y aller de ses propositions, mais avec la ferme intention, cette fois, de boucler rapidement le processus. Waterloo se trouve pris en tenaille entre la commune d'Ohain, sommée de lui céder le domaine d'Argenteuil et le hameau du Haut-Ransbeck (à l'ouest de la ferme de la Papelotte) et la commune de Braine-l'Alleud, menacée dans son hameau du Chenois.

À Ohain, la résistance s'organise (voir notre édition du 13 juin consacrée à Lasne). Des panneaux fleurissent, rappelant les suspensions qui prévalent encore et toujours à l'égard du maieur voisin : « Stop Caussin, ici c'est Ohain ! » En définitive, la commune d'Alfred Vandercam ne fera pas obstacle au départ de Léopold III et de sa famille mais aura gain de cause pour le Haut-Ransbeck.

Le Chenois en ébullition

Dans ce petit hameau de 1 500 personnes, avec ses voiries en piteux état et le ry Patiaux comme un égout à ciel ouvert, la révolte gronde dès les premiers jours de février. La dégingle de ce quartier est née de la séparation du hameau de Waterloo de sa commune-mère, en 1797.

Ici, tout est indivis : l'école,

le chemin des Postes et la paroisse. En l'absence d'un accord unanime des deux communes, rien ne se fait. Une mitoyenneté aux allures parfois sordides : à la chaussée Bara, raconte l'ancien commissaire d'arrondissement Robert Cluyse, quand un accident mortel survenait, il n'était pas rare que des policiers transportent le cadavre de l'autre côté de la chaussée pour faire supporter par la commune voisine le poids de la paperasserie !

On peut suivre, grâce aux journaux gratuits de l'époque et à l'abondant courrier parvenu au cabinet Michel, tous les bouillonnements du quartier, autrefois réputé pour la qualité de ses paveurs, les blancs-gilets.

Un comité de défense se met en place. En prévision de la consultation populaire, une réunion publique est organisée le 11 février, au café du Cinéma. Le comité semble malgré tout divisé entre les tenants d'un statu quo ingérable et ceux qui souhaitaient la fusion complète entre les deux communes voisines.

Une main anonyme

Mi-juillet 1975, le gouvernement tranche. Le Chenois rejoint la « morne plaine ». À Braine-l'Alleud, le pincement au cœur perdu un peu mais en définitive, on n'est pas fâché de voir partir un hameau en si mauvais état et dont l'égouttage et la remise en état des voiries allaient coûter une fortune. Une manifestation est malgré tout organisée, le 4 octobre, au départ du Chenois.

Dans la dernière ligne droite des négociations gouvernemen-

tales, quelqu'un se souvient du Lion et des revendications de Waterloo : par un petit tour de passe-passe, tous les terrains situés entre la chaussée de Charleroi, l'autoroute de Paris et la route du Lion, tombent dans l'escarcelle d'André Caussin. Il pourra désormais accompagner ses visiteurs étrangers jusqu'au pied de la butte !

On attendait Chaumont...

Il n'en profitera jamais... Aux élections communales d'octobre 1976, malgré ses 1861 voix de préférence et un groupe socialiste passé de 3 à 10 conseillers, André Caussin est envoyé dans l'opposition.

Maurice Gérard, troisième score personnel et conseiller IC du Chenois, a récolté les fruits électoraux du ressentiment des anciens Brainois. La nouvelle majorité, composée des sociaux-chrétiens, du Rassemblement wallon et des libéraux, se met en place dans les tumultes de la dislocation du RW.

... et ce fut Clément

Jean Chaumont, tête de file RW, est proposé au poste de bourgmestre. Il organise une fête à son domicile pour fêter l'événement. Pas de chance pour lui : c'est le moment choisi par François Perin, Jean Gol et Étienne Knoop, pour passer au Parti libéral. L'onde de choc est meurtrière. Jean Chaumont reste seul. Ses colistiers passent au PLP et proposent désormais Michel Clément à la nomination. Jean-Louis Saren et Serge Kubla, nos deux saute-ruisseaux, deviennent échevins.

Stéphane VANDEN EEDE

LA PAROLE AU BOURGMESTRE : ET SI C'ÉTAIT À REFAIRE ?

SERGE Van Overtveldt habite Waterloo depuis 1973. À l'époque de la fusion des communes, il ne s'intéressait guère à la politique. Ce n'est qu'en 1988 qu'il a endossé sa première fonction politique à savoir, échevin des Finances, du Commerce et des Classes moyennes. Depuis 1999, il est le bourgmestre faisant fonction.

Reste-t-il des traces de la fusion des communes ?

◆ La fusion a marqué Waterloo à deux niveaux : la superficie et le prestige. En 1977, la commune a été agrandie.

Nous avons absorbé le domaine d'Argenteuil, la chapelle musicale, le Berlaymont, une partie du champ de bataille et le Chenois. Ces nouvelles propriétés ont ajouté un certain prestige à la commune. Waterloo a pu confirmer sa renommée internationale.

Le Chenois... N'était-ce pas la mauvaise affaire ?

◆ Le bourgmestre de l'époque, André Caussin (PS), voulait une population en rapport avec son électoral.

◆ Au niveau financier, le Chenois n'est certainement pas une bonne affaire. Aujourd'hui,

nous continuons encore à payer pour réaliser les aménagements nécessaires. Toutefois ce quartier a beaucoup de charme. C'est encore un village. À ce niveau-là, c'est une bonne acquisition.

Qu'est-ce qui vous plaît à Waterloo ?

◆ J'adore la diversité de la population. Il y a plus de 5 000 étrangers. Ensuite, chaque quartier à son charme.

◆ Au cours de son évolution, la commune a aussi trouvé un équilibre. Nous n'avons plus besoin d'aller ailleurs. Waterloo est équipé au niveau commercial, sportif et scolaire.



Pour Serge Van Overtveldt, la fusion a apporté superficie et prestige à Waterloo. BW 052643

Nous avons également implanté le Waterloo Office Park. Au départ, les sociétés s'y sont installées avec leur personnel. Mais au fur et à mesure, des plages vont se libérer pour les Waterlooois. 10 % du personnel de certaines entreprises provient déjà des environs.

Waterloo est généralement perçue comme une commune riche. Quelles actions menez-vous pour ouvrir l'entité à tous ?

◆ Waterloo est une commune où les finances sont saines. Aujourd'hui, nous avons la

volonté de donner la sécurité nécessaire aux habitants. Nous voulons réussir la réforme des polices.

Reste-t-il encore une place pour les jeunes et les bas revenus ?

◆ Nous avons déjà consenti d'importants efforts à ce niveau.

◆ Du côté de la gare, il est possible de louer un appartement de deux chambres pour 371,84 € (15 000 F). Nous menons également une politique sociale très dynamique et élevée par rapport aux autres communes.

Quel avenir prédiriez-vous pour l'entité ?

◆ Avec 29 000 habitants, Waterloo a atteint son seuil maximum de population. Il ne reste d'ailleurs plus beaucoup de terrains à bâtir.

◆ Je souhaite maintenir un équilibre entre une qualité de vie dans les quartiers et un accès rapide aux écoles et commerces. Il faut maintenir les magasins sur la chaussée de Bruxelles et ne pas les implanter dans les quartiers. J'espère aussi faire profiter les habitants de la présence de bureaux...

Propos recueillis par J. Ch.